leurs opinions sur la physique, c'est-à-dire de l'autorité de ceux qui ont étudié ces sujets plus qu'ils n'ont pu le faire eux-mêmes. Cet enseignement m'avait été profondément imprimé dans l'esprit par le premier ouvrage de Comte, dont j'ai dit un mot. Il n'y avait rien dans son grand ouvrage que j'admirasse plus que l'exposition remarquable qu'il nous fait des profits que les nations de l'Europe moderne ont tirés, dans le cours de l'histoire, de la séparation qui s'est opérée au Moyen-Age entre les pouvoirs temporel et spirituel, et de l'organisation de ce dernier en pouvoir distinct. Je reconnaissais avec lui que l'ascendant moral et intellectuel, exercé autrefois par les prêtres, doit, avec le temps, passer dans les mains des philosophes, et je crois qu'il y passera naturellement quand ils seront suffisamment d'accord entre eux, et quand ils seront à d'autres égards dignes de le posséder. Mais, quand je vis qu'il forçait ces idées pour en tirer un système social pratique où les philosophes seraient organisés en une sorte de hiérarchie, investie à peu près de la même suprématie spirituelle, moins toutefois le pouvoir séculier, que possédait jadis l'Eglise catholique; quand je vis qu'il comptait sur cette autorité spirituelle comme sur la seule garantie d'un bon gouvernement, comme le seul boulevard qui défendît la société contre une oppression effective, et qu'il attendait que par l'effet de cette institution, le despotisme qu'il établissait dans l'État, et celui qu'il introduisait dans la famille, deviendraient inoffensifs et profitables, il n'est pas étonnant que si, comme logiciens, nous restions à peu près d'accord, il ne nous fût plus possible, comme sociologistes, de continuer à marcher ensemble. Comte vécut assez pour porter ces doctrines jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences, en traçant le plan de son dernier ouvrage, le *Système de politique positive*. C'est le système le plus complet de despotisme spirituel et temporel qui soit jamais sorti d'un cerveau d'homme, excepté peut-être de celui d'Ignace de Loyola. Un corps organisé de maîtres et de gouverneurs spirituels y fait peser le joug de l'opinion générale sur toutes les actions et, autant qu'il était au pouvoir de l'homme, sur toutes les pensées de chaque membre de la communauté, aussi bien dans les choses qui ne regardent que lui, que dans celles qui concernent les intérêts d'autrui. Il n'est que juste de dire que cet ouvrage réalise un progrès considérable dans bien des questions de sentiment sur les écrits antérieurs que Comte avait consacrés aux mêmes sujets. Mais si l'on veut parler de progrès dans la philosophie sociale, son seul titre, à ce qu'il me semble, c'est d'en finir avec la notion qu'aucune autorité morale puisse continuer à régner sur la société sans l'appui de croyances religieuses. En effet, Comte ne reconnaît pas d'autre religion que celle de l'humanité. Il laisse dans l'esprit une conviction irrésistible que toute croyance morale soutenue par l'adhésion générale de la communauté, peut en venir à prendre sur la conduite de ses membres un empire d'une force et d'une puissance vraiment effrayante à concevoir. Le livre de Comte reste un exemple mémorable qui avertit les penseurs occupés de questions sociales et politiques, de ce qui arrive quand on perd une fois de vue, en spéculant sur

ces matières, le prix de la liberté et de l'individualité.

Mais revenons à moi. La Revue absorba pendant quelque temps tous les loisirs que je pouvais consacrer à écrire ou à méditer en vue d'écrire plus tard. Les articles tirés de la *London and Wesminster Review*, et réimprimés dans mes dissertations, ne forment pas le quart de ceux que j'écrivis.

Le système que je suivais dans la direction de la Revue avait deux objets en vue : L'un de dégager le radicalisme philosophique du reproche d'être un benthamisme étroit. Je voulais, tout en conservant la précision de l'expression, la netteté du sens, le mépris des phrases déclamatoires et des généralités vagues, qualités qui distinguaient si honorablement Bentham et mon père, donner une base plus large, un caractère plus libre et plus franc aux doctrines radicales, et montrer qu'il existait une philosophie radicale meilleure et plus complète que celle de Bentham, reconnaissant et embrassant tout ce qui doit rester des doctrines de Bentham. Sur ce premier point j'ai réussi dans une certaine mesure. L'autre but que je me proposais, c'était d'exciter les radicaux instruits du parlement, comme ceux du dehors, à faire des efforts, et de les engager à constituer eux-mêmes, et, selon moi, ils pouvaient y parvenir en employant les moyens convenables, un parti puissant, capable de prendre en mains le gouvernement du pays, ou au moins de dicter les conditions d'après lesquelles ils pourraient le partager avec les whigs. Ce but était dès le premier moment chimérique, d'abord parce que les temps n'étaient pas favorables : la ferveur réformiste

était dans sa période de déclin, les influences aristocratiques se ralliaient avec force ; mais surtout parce que, ainsi qu'Austin le disait si justement, « le pays ne contenait pas les hommes ». Parmi les radicaux du parlement, il y en avait plusieurs qui auraient pu devenir des membres utiles d'un parti radical éclairé, mais personne n'était capable de former et de mener un parti de ce genre. Les exhortations que je leur adressais restèrent sans effet. Une occasion unique se présenta, où il semblait que le radicalisme pût porter un coup hardi et heureux. Lord Durham venait de se séparer du ministère, par la raison, croyait-on, qu'il ne le trouvait pas assez libéral, et ensuite il avait reçu la mission d'étudier et de faire cesser les causes de la révolte du Canada. Il avait montré quelques dispositions à s'entourer au début de conseillers radicaux. Une des premières mesures qu'il adopta, bonne par l'intention comme par les effets, fut désavouée et révoquée par le gouvernement de la métropole. Il s'était démis de sa charge et avait ouvertement déclaré la guerre aux ministres. Il y avait un chef possible pour le parti radical dans ce personnage d'un rang élevé, que les tories haïssaient, et que les whigs venaient de blesser. Quiconque avait les notions les plus élémentaires de la tactique des partis devait essayer d'utiliser cette chance favorable. Lord Durham était attaqué de toute part, en butte aux invectives de ses ennemis, abandonné par de timides amis ; et ceux qui auraient bien voulu le défendre ne savaient que dire. Il semblait qu'il dût revenir en Angleterre battu et déconsidéré. J'avais suivi dès le commencement les événements du Ca-

nada, j'avais été l'un des conseillers des personnes qui inspiraient Lord Durham ; sa politique avait été exactement telle qu'aurait été la mienne, et je me trouvais en position de le défendre. J'écrivis et j'insérai dans la Revue un manifeste où je le pris de très-haut en sa faveur, réclamant pour lui, non plus un acquittement mais des éloges. Aussitôt, nombre d'autres écrivains naussèrent la voix. Il y avait, je crois, un peu de vrai dans ce que Lord Durham me dit quelque temps après, par une exagération de politesse, que c'était à mon article qu'il devait la réception triomphale qui lui fut faite à son arrivée en Angleterre. Je crois que cet article fut le mot dit à propos qui, dans un moment critique, contribue plus que toute autre chose à décider le résultat, le petit coup qui décide si une pierre qu'on remue au sommet d'une éminence, roulera en bas d'un côté ou de l'autre. Toutes les espérances fondées sur Lord Durham comme homme politique s'évanouirent bientôt. Mais pour le Canada, et en général pour la politique coloniale, la cause était gagnée. Le rapport de Lord Durham écrit par Charles Buller, en partie sous l'inspiration de Wakefield, ouvrit une ère nouvelle. Les mesures qu'il recommandait, et qui allaient jusqu'à donner aux colonies un *self-government* intérieur complet, étaient en pleine exécution au Canada au bout de deux ou trois ans, et furent étendues depuis cette époque à presque toutes les colonies de race européenne un peu importantes. Quant à moi, je peux bien dire que le succès que j'obtins en soutenant l'honneur de Lord Durham et de ses conseillers au moment le plus opportun, ne contribua pas peu à ce résultat.

Une autre circonstance qui se présenta pendant que je dirigeais la Revue, fournit un exemple analogue de l'effet que l'on obtient par une prompte initiative. Je crois que les premiers succès et la réputation de la *Révolution française* de Carlyle reçurent une grande impulsion d'un article que j'écrivis dans la Revue sur cet ouvrage. Aussitôt après sa publication, et avant que tous ces critiques qui s'inspirent de lieux communs, tous ces gens dont les règles et les manières de juger étaient bravées par cet ouvrage, eussent le temps de faire passer par avance dans l'esprit du public la désapprobation dont ils le frappaient eux-mêmes, j'en fis un compte-rendu, où je saluais le livre de Carlyle comme une de ces productions du génie qui s'élèvent au-dessus de toute règle, et sont une loi pour elles-mêmes. Pas plus dans ce cas que dans celui de Lord Durham, je n'attribue l'impression, qui selon moi fut l'effet de mes écrits, à quelque mérite particulier de l'exécution. Au contraire, pour l'un de ces articles, celui qui rendait compte de l'œuvre de Carlyle, je ne crois pas que l'exécution fût bonne. Dans les deux cas, je suis persuadé que toute personne en position de se faire lire, qui eût exprimé la même opinion, exactement au même moment, et en eût donné une exposition suffisante en la basant sur les vraies raisons, aurait produit le même effet. Mais après la chute complète des espérances que j'avais formées de donner une vie nouvelle à la politique radicale au moyen de la Revue, je suis heureux de porter un regard en arrière sur les deux succès que j'obtins en essayant loyalement de rendre un service immédiat à des œuvres et à des personnes qui le méritaient.

L'espoir de former un parti radical s'était évanoui, il était temps pour moi de mettre un terme aux lourdes dépenses de temps et d'argent que la Revue m'imposait. Jusqu'à un certain point, j'avais trouvé dans cette publication le véhicule que je souhaitais pour mes opinions. Grâce à cette revue, j'avais pu exprimer par la presse une bonne partie des changements que j'avais introduits dans mes idées, et rompre d'une façon marquée avec le benthamisme plus étroit de mes premiers écrits. Je le fis d'une manière générale par le ton de tous mes articles; sans en excepter mes articles purement littéraires, mais ce fut surtout par deux articles (réimprimés dans mes *Dissertations*), où j'essayais d'apprécier au point de vue philosophique Bentham et Coleridge. Dans le premier de ces articles, tout en rendant pleine justice aux mérites de Bentham, je signalais ce qui, pour moi, constituait les erreurs et les lacunes de sa philosophie. Je crois encore que cette critique est au fond parfaitement juste ; mais j'ai quelquefois eu des doutes sur le point de savoir si j'avais bien fait de la publier à cette époque. Je me suis souvent aperçu que la philosophie de Bentham en tant qu'instrument de progrès, avait été jusqu'à un certain point discréditée avant d'avoir accompli son œuvre, et que loin de servir la cause du progrès c'était l'entraver que de prêter main forte à ceux qui rabaissaient sa réputation. Maintenant qu'une réaction en sens opposé semble ramener la faveur à la partie saine des idées de Bentham, je puis reporter mes regards avec plus de satisfaction sur la critique que j'ai faite de ses défauts, surtout parce que je l'ai

compensée par une défense des principes fondamentaux de la philosophie de Bentham qui est réimprimée à côté de ma critique dans le même recueil. Dans l'essai sur Coleridge j'essayais de caractériser la réaction européenne contre la philosophie négative du dix-huitième siècle ; et si l'on ne considérait ici que l'effet de cet article, on pourrait croire que je me suis trompé en donnant à tort plus de saillie au côté favorable, comme j'avais fait à propos de Bentham pour le côté défavorable. Dans les deux cas, l'élan avec lequel je m'étais détaché de ce qu'il y avait d'insoutenable dans les doctrines de Bentham et du dix-huitième siècle peut m'avoir emporté trop loin du côté opposé. Toutefois cet écart fut plus apparent que réel. Mais pour ce qui regarde l'article sur Coleridge, mon excuse est que j'écrivais pour des radicaux et des libéraux, et que je devais insister de préférence sur les opinions des écrivains d'une école différente qu'il leur était le plus profitable de connaître.

Le numéro de la Revue qui contenait l'article sur Coleridge, fut le dernier qui fut publié pendant que j'en étais propriétaire. Au printemps de 1840, je cédai la Revue à M. Hickson qui, au temps de ma direction, avait fréquemment et très-utilement collaboré à la rédaction sans rétribution aucune. Je stipulai seulement que ce changement serait marqué par la reprise de l'ancien titre de *Revue de Westminster*. C'est sous ce nom que M. Hickson la dirigea pendant dix ans. Il avait adopté le système de partager le produit net de la Revue ; quant à lui, il donnait gratuitement son travail d'auteur et de directeur. Avec la difficulté de trouver des écrivains quand on les paye si

peu, c'est un grand honneur pour M. Hickson d'avoir pu conserver suffisamment à la Revue le caractère d'un organe du radicalisme et du progrès. Je ne cessai pas complétement d'écrire pour la Revue ; je continuai d'y envoyer à l'occasion des articles, mais non pas d'une façon exclusive. En effet, la grande publicité de la Revue d'Edimbourg m'engagea depuis cette époque à y offrir des articles, surtout quand j'avais à dire quelque chose que cet organe me semblait très-propre à répandre. Les derniers volumes de la *Démocratie en Amérique* venaient de paraître; je fis mes débuts comme collaborateur de la Revue d'Edimbourg par un article sur cet ouvrage. Cet article se trouve en tête du second volume de mes *Dissertations*.

CHAPITRE VII

Aperçu du reste de ma vie.

Depuis cette époque, les événements de ma vie qui valent la peine d'être racontés, rentrent dans un cadre très-étroit. Je n'ai plus en effet de changement d'idées à mentionner; je n'ai qu'à faire le récit, comme je l'espère, d'un progrès intellectuel continu dont on fera mieux de chercher les résultats, s'il en est, dans mes écrits. J'abrégerai donc beaucoup l'histoire des années suivantes.

Le premier usage que je fis du loisir que je venais de gagner en me séparant de la Revue, fut de finir ma *Logique*. En juillet et août 1838, j'avais trouvé du temps pour exécuter la partie qui n'était pas encore composée du manuscrit primitif du troisième livre. En élaborant la théorie logique de ces lois de la nature qui ne sont pas des lois de causation, ni des corollaires de ces lois, j'en étais venu à reconnaître les espèces comme des réalités de la nature, et non comme de pures distinctions de convenance; c'était un jour nouveau, qui ne m'éclairait